



L'Europe s'occupe de vous

Salarié-es, retraité-es, que vous le vouliez ou non, les règles européennes impactent de plus en plus votre vie et votre travail. Les directions d'entreprises et les actionnaires l'ont compris : ils s'organisent à tous les niveaux. Les syndicats aussi, et c'est pourquoi la CGT fait partie de la Confédération Européenne des Syndicats pour être plus forts encore.

Ensemble, nous nous battons pour plus de protection sociale et environnementale, plus d'égalité, de partage et solidarité.

Ça n'est pas la vision du gouvernement Macron qui œuvre à protéger les seuls intérêts des plus riches. C'est encore moins l'action du Rassemblement national et de l'extrême droite en Europe dont les votes au Parlement trahissent le vrai projet.

Le 9 juin chaque voix compte.

De la rue aux urnes

Dans la suite de la mobilisation contre le report de l'âge de départ à la retraite et alors que le gouvernement Macron ne cesse de s'en prendre à celles et ceux qui travaillent et créent les richesses et font tourner nos services publics, **la CGT appelle tou·tes les salarié·es, privé·es d'emploi et retraité·es du pays à voter aux élections européennes du dimanche 9 juin 2024.**

Chaque vote compte double

Chaque vote compte pour peser à la fois sur les politiques européennes et sur les politiques nationales qui affectent nos vies dans et en dehors du travail.



Europe sociale et des peuples ou Europe de la finance ? Europe du travail ou Europe du capital ?

L'adoption d'un **salaire minimum** européen en 2022 est un outil de lutte contre le dumping social. Cela permettra pour un·e travailleur·se belge, espagnol·e ou irlandais·e une augmentation de 300 euros par mois.

C'est un premier pas pour faire converger les salaires européens vers le haut et lutter ainsi contre le dumping social et les délocalisations.

D'autres mesures en faveur des travailleur·ses ont été votées et tout l'enjeu de ces élections est que les gouvernements nationaux traduisent correctement ces directives.

De nouveaux droits pour les salarié·es peuvent encore être gagnés :

- harmonisation des salaires et de la protection sociale par le haut ;
- réduction du temps de travail, encadrement du télétravail et du droit à la déconnexion ;
- interdiction des stages non rémunérés et amélioration des conditions de travail des stagiaires ;
- prévention des risques au travail (stress, harcèlement sexuel ou moral, burn-out, addictions) ;
- limitation de l'exposition à des températures excessives au travail ;
- renforcement des services d'Inspection du travail.

Ni les actionnaires, ni les réactionnaires

Le gouvernement bloque les avancées sociales

Ces dernières années les mobilisations syndicales et citoyennes ont pesé en faveur des travailleur·ses et de la protection de l'environnement. Mais le gouvernement français a été **un des seuls gouvernements européens à s'opposer à toute avancée sociale**. Il refuse désormais toute nouvelle norme environnementale. Il a mis fin aux prix régulés de l'énergie, exposant les ménages et les entreprises à de fortes augmentations de tarifs. Il privatise le fret ferroviaire, ce qui va faire exploser le nombre de camions sur les routes. L'Europe de Macron, c'est l'Europe des patrons.

Voter, c'est signifier au gouvernement qu'il est aussi minoritaire et impopulaire en France qu'en Europe.

[→ Accéder au dossier élections européennes](#)

fichiers:



[Télécharger 20240405_eleceurope_tract_a5_pdf.pdf](#) (850.53 Ko)



[Télécharger dossier_argumentaire_elections_europeennes.pdf](#) (329.77 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Humeur\(s\)](#)

- =A
- ±

- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
